

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 LILLE

LILLE, le 12 janvier 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/11/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SHL

26 rue Gay Lussac
59147 Gondecourt

Références : SHL_Gondecourt_RAPVI_0007000877_20231129
Code AIOT : 0007000877

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/11/2023 dans l'établissement SHL implanté 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt. L'inspection a été annoncée le 05/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SHL
- 26, rue Gay Lussac ZI BP 45 59147 Gondecourt
- Code AIOT : 0007000877
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Société des Huiles Lemahieu a démarré en 1974 sur le site de Gondecourt des activités de traitement et conditionnement d'huiles de graissage et produits annexes, et traitement d'huiles

usagées. En 2000, le site est repris sous le nom SHL par le groupe Flamme. SHL est aujourd'hui filiale à 100 % d'ARF, l'un des trois pôles du groupe spécialisé dans la collecte et le traitement des déchets industriels.

Le site de Gondecourt traite les mélanges eau-hydrocarbures ainsi que les effluents faiblement chargés en hydrocarbures (80 % de l'activité), et procède au réaffinage des huiles usagées. La société SHL est également collecteur agréé d'huiles usagées noires.

En 2022, le site réceptionne environ 2 000 tonnes de déchets par mois.

Le site fonctionne du lundi au vendredi, de 5 h à 22 h et exceptionnellement le samedi de 8 h à 18 h (dans la limite de 10 samedis par an). L'effectif permanent de l'établissement est de 6 personnes (1 responsable de production, 1 laborantin, 4 opérateurs).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Effluents aqueux, traçabilité des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Rejets des eaux industrielles / Traitement des phénols et des hydrocarbures	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	11 mois
5	Déchets sortants	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.8	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Déchets sortants - vérification des exutoires d'élimination	AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.1	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Surveillances des rejet en eaux	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 6	Sans objet
3	Rejets atmosphériques du conduit n°2	AP Complémentaire du 05/07/2021, article 4	Sans objet
4	Déchets entrants - Liste	AP Complémentaire du 18/03/2016, article Annexe 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au réexamen IED des conditions d'exploitation du site suite à la publication du BREF WT, les conditions de rejet des effluents aqueux ont évolué (en particulier pour les paramètres indice phénol et indice hydrocarbure non encadrés antérieurement). L'exploitant a fait faire des études pour déterminer la meilleure technique à mettre en œuvre pour abattre ces paramètres.

Bien que la directive IED laisse aux exploitants 4 ans pour se mettre en conformité, l'exploitation n'est toujours pas conforme par rapport aux prescriptions issues du BREF WT (publié en octobre 2018).

L'inspection propose donc au préfet un arrêté de mise en demeure afin de contraindre l'exploitant à respecter les VLE pour ses rejets aqueux.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rejets des eaux industrielles / Traitement des phénols et des hydrocarbures

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2021, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets des eaux industrielles / Traitement des phénols et des hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les dispositions du chapitre 4.3 de l'arrêté préfectoral du 6 janvier 2010 sont modifiées comme suit. Les eaux industrielles issues du process d'évaporation sont pré-traitées par déshuilage (ou tout autre procédé équivalent) avant de rejoindre le réseau d'assainissement public au point de rejet n°2 (rue Gay Lussac). [...] Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes : [...] Indice phénol : 0,3 mg/L ; Indice hydrocarbure : 10 mg/L. Suite de la dernière inspection : A l'issue de la visite d'inspection du 29/09/22, l'exploitant a transmis à l'Inspection un bon de commande pour l'installation d'une installation de traitement des effluents et en particulier pour la problématique des phénols. L'exploitant s'est engagé à ce que les différents matériels nécessaires soient approvisionnés au plus tôt pour permettre un démarrage de l'installation au plus tard 6 mois à compter du jour de la visite d'inspection.
Constats : Pour mémoire, l'activité principale du site est de traiter des déchets liquides composés d'eau et d'huile (principalement issus de séparateurs d'hydrocarbures). Les déchets sont traités par évaporation. A l'issue du traitement il reste du condensat. Ce condensat reste pollué en phénols et en hydrocarbure. Ces paramètres ont été réglementés suite au réexamen IED. L'exploitant précise néanmoins que la convention qui lie l'exploitation et la STEP communale prévoit l'acceptation d'effluents chargés pour ces deux paramètres. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis la convention de déversement entre

l'entreprise SHL, la société des eaux du Nord et le SIASOL datant du 15 avril 2013. Cette dernière précise que les effluents ne doivent pas dépasser 10 mg/l pour le paramètre hydrocarbures mais n'évoque pas les phénols.

Pour traiter ses effluents, l'exploitant prévoit d'installer une station de traitements comprenant un traitement biologique et un traitement physico-chimique, éventuellement complété par un traitement sur charbon actif.

L'exploitant précise avoir déjà fait l'acquisition du matériel. Ce point a été vérifié lors de la visite terrain.

L'exploitant a indiqué être en attente du permis de construire pour installer sa station de traitement. Postérieurement à l'inspection, l'exploitant a transmis le récépissé de dépôt du permis de construire (accusé d'enregistrement électronique n°108657 - géoportail de l'urbanisme). Il précise que la station de traitement pourra être installée sous un délai de 6 mois à compter de l'acquisition du permis de construire (soit 11 mois à compter de la signature de l'arrêté de mise en demeure).

Pour mémoire l'exploitant vise, à l'issue de l'installation de la station de traitement, un rejet dans le milieu naturel mais gardera une capacité de rejet dans la STEP communale (demande réalisée auprès de Noréade). Les effluents seront dirigés vers la STEP communale lors de la période transitoire suite à la mise en service et en cas de défaillance ou de maintenance de la station de traitement .

Valeurs limites d'émissions : L'exploitant a présenté les deux rapports d'analyse suivants :

- rapport CERECO B23/R1041/00353 du 19 juin 2023 (prélèvement du 08 juin 2023); indice phénol à 1,4 mg/l et indice hydrocarbure à 4,5 mg/l;
- rapport CERECO B23/R1041/00361 du 10/11/23 (prélèvement du 19/10/23); indice phénol à 11 mg/l et indice hydrocarbure à 108 mg/l.

Observations :

Les valeur des paramètres indice hydrocarbure et indice phénol dépassent très fortement les valeurs limites d'émission.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 11 mois

N° 2 : Surveillances des rejet en eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2021, article 6

Thème(s) : Risques chroniques, Surveillances des effluents aqueux

Prescription contrôlée :

Les dispositions de l'article 9.2.3 Autosurveillance des eaux résiduaires de l'arrêté du 6 janvier 2010 sont complétées comme suit.

Les eaux industrielles rejetées au point de rejet n°j2 (rue Gay Lussac) font l'objet d'une autosurveillance dans les conditions définies ci-dessous.

Les mesures sont effectuées à partir d'un échantillon moyen proportionnel au débit, ou pour autant que l'effluent soit bien mélangé et homogène, à partir d'un échantillon ponctuel prélevé avant le rejet.

L'échantillon est prélevé avant tout mélange avec les eaux usées domestiques.

<p>Les paramètres pH, Débit sont mesurés à chaque vidange de la cuve E2.</p> <p>Les paramètres DB05, DCO, Mes, Azote global, Phosphore total, Indice phénol, Indice hydrocarbure sont mesurés mensuellement.</p> <p>Les résultats sont transmis trimestriellement à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables sans délai.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à l'inspection :</p> <p>L'inspection constate sous l'application GIDAF la transmission de 2 résultats de mesures dont les prélèvements ont été réalisés les 15/06/23 et le 12/10/23.</p> <p>Ces résultats correspondent à l'analyse du rejet n°1 (eaux de purge et eaux pluviales).</p> <p>L'inspection constate l'absence de données du point de rejet n°2 (eaux de process).</p> <p>L'exploitant justifie l'absence de données du point de rejet n°2 par l'absence de cadre GIDAF. Les services de l'inspection vont mettre à jour le cadre GIDAF afin que l'exploitant puisse réaliser la télédéclaration de son autosurveillance.</p> <p>L'exploitant présente néanmoins à l'inspection un tableau informatisé récapitulatif de l'autosurveillance du point de rejet n°2.</p> <p>Il présente également des rapports d'analyse établis par l'entreprise CERECO. Les données présentes sur ces rapports sont identiques, pour les rapports vérifiés, aux données présentes dans le tableau récapitulatif.</p> <p>Les rapports vérifiés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - rapport B23/R1041/00353 du 19 juin 2023 (prélèvement du 08 juin 2023); indice phénol à 1,4 mg/l et indice hydrocarbure à 4,5 mg/l; - rapport B23/R1041/00361 du 10/11/23 (prélèvement du 19/10/23); indice phénol à 11 mg/l et indice hydrocarbure à 108 mg/l.
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rejets atmosphériques du conduit n°2

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2021, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets atmosphériques du conduit n°2</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2016 sont modifiées comme suit à compter du 17 août 2022.</p> <p>Les effluents gazeux au conduit n°2 respectent, pour le paramètre COVT, les valeurs limites d'émission (VLE) et sont surveillés aux fréquences suivantes :</p> <p>Concentration moyenne --> 45 mg/Nm³</p> <p>Flux--> 9 g/h</p> <p>Fréquence de surveillance --> semestrielle</p> <p>Les VLE sont définies dans les conditions normalisées suivantes : gaz secs à une température de 273,15 K et une pression de 101,3 kPa, sans correction de la teneur en oxygène.</p> <p>La période d'établissement de la moyenne est la valeur moyenne de trois mesures consécutives d'au moins 30 minutes chacune.</p> <p>Suite de l'inspection du 21/03/2023 :</p>

<p>Observations :</p> <p>O1: L'exploitant réalise un contrôle des émissions de COVNM au niveau du conduit n°2 lors du 3ème et 4ème trimestre 2023.</p> <p>O2 : l'exploitant met en place un affichage des dates de remplacements des charbons actifs à proximité de ces derniers.</p> <p>O3 : l'exploitant intègre dans son plan de maintenance dans une procédure qui sera transmise à l'inspection les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle hebdomadaire du niveau d'eau dans le condenseur ; - le contrôle et la suppression éventuelle de tous les points bas dans les tuyauteries du condenseur ;
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant présente les rapports d'analyse suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport APAVE : N° 100157246-001 - Date : 11/10/2023 - Prélèvement : 11/10/23 - rapport APAVE : N° 100091108.001.1 - Date : 23/06/2023 - Prélèvement : 26/05/2023 <p>Ces rapports ne présentent pas de non-conformité.</p> <p>L'exploite présente à l'inspection une procédure de vérification qui comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le contrôle hebdomadaire du niveau d'eau dans le condenseur ; - le contrôle quotidien des points bas dans les tuyauteries du condenseur ; <p>En outre l'exploitant indique qu'il s'est équipé d'un analyseur des concentrations en COV. Les concentrations sont vérifiées à la fréquence hebdomadaire. Le filtre à charbon est remplacé en cas de dépassement d'une concentration fixé à 30 mg/m³.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Déchets entrants - Liste

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/03/2016, article Annexe 2
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets entrants - Liste
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tableau de la liste des déchets entrants</p>
<p>Constats :</p> <p>Antérieurement à la visite d'inspection, l'inspection a téléchargé la fiche inspection track-déchet (TD) de l'exploitant.</p> <p>Par vérification exhaustive, l'inspection a constaté la réception de déchets dont le code déchets n'est pas autorisé.</p> <p>Par sondage il a été vérifié les éléments du code déchet : 10 05 08*.</p> <p>Des déchets de ce code apparaissent sur la fiche inspection de TD.</p> <p>Ce code déchet n'apparaît pas dans le registre d'entrée de l'exploitant.</p> <p>En réalisant une recherche sur TD, l'exploitant retrouve les déchets.</p> <p>Ces derniers ne sont pas enregistrés avec le même code déchets dans son logiciel.</p> <p>Ces déchets ont fait l'objet d'une procédure d'acceptation préalable mais sous un code différent.</p> <p>Après vérification, il s'avère que l'exploitant ne vérifie pas le code déchet des entrants ayant fait</p>

<p>l'objet d'une procédure d'acceptation préalable (CAP) (même s'il indique vérifier la composition chimique).</p> <p>D'un point de vue documentaire, l'exploitant vérifie que le bordereau de suivi de déchet (BSD) TD a été créé et signé et qu'il existe un CAP.</p> <p>Les CAP sont uniques : un CAP par code déchet et par expéditeur. Le code déchet du CAP est vérifié par le logiciel de l'exploitant et est forcément conforme à l'AP.</p> <p>L'exploitant indique que les déchets réceptionnés sont conformes aux attendus de l'arrêté mais que d'un point de vue documentaires les déchets présentent un écart au niveau du code déchet.</p> <p>En conclusion, la procédure d'acceptation de l'exploitant présente un défaut car il n'y a pas de vérification de la cohérence entre le code TD et le code prévu dans le CAP.</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant fait évoluer son logiciel d'acceptation pour qu'une vérification de la cohérence entre le code TD de l'expéditeur du déchet et le certificat d'acceptation préalable lors de la réception d'un déchet soit effectuée.</p> <p>Il transmettra sous 2 mois à compter de la réception du présent rapport la preuve de la mise à jour de son logiciel.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Déchets sortants

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont limités aux quantités suivantes :</p> <p>Codes des déchets selon le Code de l'Environnement / Nature des déchets / tonnage maximal annuel (en tonnes)</p> <p>Activité traitement des résidus d'hydrocarbures et huiles minérales</p> <p>19 02 Boues de centrifugation 500</p> <p>13 02 Huiles destinées à la valorisation énergétique 15 000</p> <p>19 02 05* Gâteaux de filtration (filtre presse) 100</p> <p>19 11 Déchets liquides aqueux (concentrats, condensats et résidus aqueux) 32 000</p> <p>Activité traitement des huiles et graisses végétales ou animales</p> <p>19 02 06 Boues de centrifugation 1 000</p> <p>19 02 10 Combustible de substitution 15 000</p> <p>19 02 06 Gâteaux de filtration (filtre presse) 100</p> <p>19 11 99 Déchets liquides aqueux (concentrats, condensats et résidus aqueux) 15 000</p> <p>Déchets communs aux activités</p> <p>15 01 06 Emballages en mélange 200</p> <p>19 02 99 Eaux de nettoyage de chaudière 20</p> <p>20 03 01 Déchets de bureaux et déchets ménagers 5</p> <p>16 05 Déchets de laboratoire 2</p> <p>13 05 Boues de débourbeur/déshuileur 40</p>
Constats :

<p>Lors de la visite d'inspection, pour le code déchet 07 06 99**, il a été constaté un envoi de 26,46 tonnes de déchets vers la société LANDACRES (BSD n° BG-025580 du 10/03/23). Ce code n'apparaît pas dans le tableau des déchets produits et autorisés à être expédiés.</p> <p>L'exploitant a précisé faire une activité de tri transit pour ce type de déchet.</p> <p>L'annexe 2 de l'arrêté du 06/01/2010 ne prévoit qu'une activité de traitement et non pas une activité de tri/transit pour ce type de déchet.</p> <p>L'exploitant n'est pas en capacité de présenter une procédure permettant d'éviter d'expédier des déchets pour lesquels l'arrêté ne prévoit qu'une activité de traitement et non pas une activité de tri / transit.</p> <p><small>** déchet 07 06 99 : déchet des procédés de la chimie organique / déchets provenant de la fabrication, de la formulation, de la distribution et de l'utilisation des corps gras, savons, détergents, désinfectants et cosmétiques / déchets non spécifiés ailleurs.</small></p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Déchets sortants - vérification des exutoires d'élimination

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 06/01/2010, article 5.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets sortants
<p>Prescription contrôlée : Les déchets éliminés ou valorisés dans une installation classée ne peuvent l'être que dans une installation autorisée ou déclarée à cet effet au titre de la législation relative aux installations classées. Il appartient à l'exploitant de s'en assurer et d'apporter la preuve d'une élimination correcte.</p>
<p>Constats : Lors de la visite d'inspection, pour le code déchet 07 06 99. Il a été constaté un envoi de 26,46 tonnes de déchets vers la société LANDACRES (BSD n° BG-025580 du 10/03/23). Ce code n'apparaît pas dans le tableau des déchets produits et autorisé à être expédiés.</p> <p>Or le site LANDACRES est autorisé à exploiter des activités soumises à la rubrique 2781-1 de la nomenclature des ICPE. Cette activité autorise le traitement des matières végétales brutes, des effluents d'élevage, des matières stercoraires, lactosérum et déchets végétaux. Or les déchets expédiés par l'exploitant sont des déchets de procédé de l'industrie de la chimie organique.</p> <p>L'exploitant a donc expédié des déchets dans une filière non adaptée.</p>
<p>Observations : L'exploitant met en place une procédure de vérification des sites recevant les déchets qu'il expédie.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois